

- STOP AU HARCÈLEMENT DES MIGRANTS ET DE LEURS SOUTIENS, À OUISTREHAM COMME AILLEURS !**
- PERSONNE À LA RUE ! IL LEUR FAUT UN ABRI !**
- NON À LA CHASSE AUX MIGRANT-E-S ET AUX EXPULSIONS MASSIVES VOULUES PAR LE GOUVERNEMENT !**
- LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION !**

Dénuement, froid, faim, harcèlement permanent, confiscation des affaires personnelles et des couvertures : le traitement inhumain réservé, depuis des mois, aux réfugiés à Ouistreham, mais aussi dans les autres ports du nord de la France et à la frontière franco-italienne, est intolérable.

Une première manifestation d'un millier de personnes à Ouistreham le 16 décembre a permis de rendre publique la situation dans ce petit port normand, de briser le mur du silence et de la peur, de construire un début de rapport de force en soutien aux exilé-e-s mais leur situation reste dramatique. Aucun lieu d'accueil et d'hébergement ne leur est proposé localement alors que l'hiver est là, que leur santé se dégrade et que le pire est à craindre en cas de gel.

Par ailleurs, le gouvernement a dernièrement édicté plusieurs circulaires répressives et encouragé plusieurs projets de lois inquiétants visant à instaurer une véritable chasse aux migrant-e-s afin de les identifier, de les trier et d'expulser un maximum d'entre eux et elles du territoire français.

D'autre part, les pratiques en préfecture autour des démarches permettant d'obtenir un titre de séjour se durcissent (exigences dissuasives, refus de dossier, non renouvellement de titre) ce qui a pour conséquences de ramener à la situation de "sans papier" ou de les y maintenir des personnes qui peuvent pourtant prétendre à une régularisation de leur situation.

Sont visé-e-s par le gouvernement tous-tes les sans-papiers, les débouté-e-s du droit d'asile, les dubliné-e-s (migrant-e-s dont les empreintes ont été prises dans un autre pays de l'Union Européenne avant leur arrivée en France et qui sont donc censé-e-s, d'après les accords de Dublin, demander l'asile dans le pays européen où ils et elles ont été fiché-e-s pour la première fois). Les assignations à résidence dans les Centres d'Accueil et d'Orientation, les centres du PRAHDA, les mises en détention dans les Centres de Rétention et les expulsions risquent de se multiplier rapidement.

C'est pourquoi nous pensons qu'il faut rester collectivement mobilisé-e-s et continuer à faire pression sur les autorités à travers de nouvelles manifestations. Partout en France, des initiatives de solidarité et de lutte se développent également.

À l'appel conjoint de nombreuses personnes, collectifs, associations, syndicats, partis, nous invitons la population de Normandie, dans toute sa diversité sociale et philosophique, à intensifier son soutien matériel et moral aux réfugié-e-s, à rendre publique sa volonté de voir cesser PARTOUT leur harcèlement par les autorités, à manifester pour qu'ils et elles soient abrité-e-s de l'hiver, à protester contre la politique de fichage, de tri et d'expulsions massives que le gouvernement cherche à mettre en place.

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION À OUISTREHAM, SUR LE PORT SAMEDI 20 JANVIER À 14H30.

**Ne soyons pas complices !
Défendre la liberté et la dignité des migrant-e-s,
c'est toujours, en même temps, défendre les nôtres.
DANS LA RUE POUR QUE PERSONNE N'Y VIVE !**

Faites tourner l'information autour de vous.

Cet appel est en train de circuler. La liste des collectifs, associations, organisations syndicales et politiques qui le rejoignent sera rendue publique dans les jours qui viennent.